



Les partis politiques arabes : Le paradoxe de la démocratie israélienne

Mohamed Diwan

Les partis arabes de la Knesset font partie d'une « résistance intérieure », affirme le rédacteur en chef du Hamas, Wisam Afifa. Il confirme ainsi ce que de nombreux experts israéliens en matière de sécurité craignent depuis des années : La frontière entre l'opposition légitime et la subversion institutionnalisée s'estompe.

« En ce qui concerne la Liste commune (des partis arabes, ndlr), j'entends des conversations sur le fait qu'ils pourraient obtenir 15 sièges. Je pense qu'il est très important de s'assurer que les partis sionistes deviennent inquiets, qu'ils sentent une forte résistance chez eux ». Cette citation est tirée d'un [entretien](#) de 2015 avec Wisam Afifa, rédacteur en chef de l'organe du Hamas, Al-Risala. Elle illustre une réalité stratégique souvent sous-estimée par l'opinion publique israélienne : Le Hamas et d'autres acteurs palestiniens considèrent explicitement les partis arabes de la Knesset comme une composante opérationnelle d'une « résistance de l'intérieur » contre Israël.

C'est là qu'intervient le dilemme démocratique – et il n'est ni abstrait ni théorique : un État qui finance, protège et accorde l'immunité à des forces politiques légales qui contestent fondamentalement son droit à l'existence se trouve dans un piège structurel. En Israël, les partis arabes sont élus au Parlement (Knesset), reçoivent des millions de dollars de financement public, bénéficient d'une immunité parlementaire totale – et utilisent ces ressources pour travailler contre la construction sioniste de base de l'État juif.

Ce qui a longtemps été interprété comme l'expression de la force et de la tolérance démocratiques apparaît, à y regarder de plus près, comme un dangereux paradoxe : une démocratie qui permet à ses opposants institutionnels de la déstabiliser de l'intérieur – légalement, systématiquement et parfois en coordination avec des acteurs extérieurs comme le Hamas et le Hezbollah.

Les différents partis arabes israéliens défendent des positions différentes, mais il y a un point sur lequel ils se rejoignent : ils adoptent une stratégie de double message. Dans leurs interventions en hébreu, ils se concentrent sur les droits civils, les inégalités sociales et la discrimination. Dans leurs discours en arabe et leurs interviews dans les médias, ils font clairement référence au mouvement national palestinien et à la « résistance ». Cette ambiguïté leur permet de s'adresser à deux groupes cibles en même temps, sans avoir à se fixer.



Hadash : l'ambiguïté comme marque de fabrique

Le parti de gauche Hadash se présente comme un « mouvement pour la paix » socialiste, judéo-arabe. Dans ses programmes, il associe des revendications de justice sociale et de protection des minorités à un rejet fondamental de l'idée qu'Israël est un « État juif ». Ses députés utilisent les institutions démocratiques – mandats, liberté de parole, financement public – pour argumenter en faveur d'un autre modèle d'État, non défini comme juif.

La déclaration de son député à la Knesset, Ayman Odeh, lors d'un rassemblement en mai 2025, illustre de manière exemplaire le double message : « Gaza a gagné et Gaza gagnera ». Les Israéliens parlant hébreu doivent le lire comme une critique de la guerre, tandis que la population arabophone et palestinienne peut le comprendre comme un soutien au Hamas.

La comparaison nazie faite par son collègue de parti et de parlement Ofer Cassif en février 2025 suit la même logique : une photo de Juifs devant un bureau d'émigration viennois en 1938 comparée aux plans d'évacuation de Gaza – c'est une mise en équivalence morale systématique qui assimile les mesures de sécurité d'Israël à l'Holocauste. L'ancien député du Hadash Yousef Jabareen a également utilisé à plusieurs reprises le terme « apartheid » dans des forums internationaux, instrumentalisant ainsi un concept analytique – non pas pour critiquer la politique israélienne, mais pour condamner l'État comme une injustice historique fondamentale, comparable à l'Afrique du Sud sous l'apartheid.

Balad : Subversion institutionnalisée

Alors que Hadash habille son opposition d'une rhétorique socialiste, le parti Balad défend un antisionisme plus ouvert. Le Rassemblement national démocratique incarne la forme la plus cohérente de rejet institutionnalisé du modèle d'État juif et défend un Israël qui n'est plus défini comme un État-nation juif.

La biographie du fondateur du parti, Azmi Bishara, est à cet égard symptomatique. Bishara a quitté Israël en 2007 après que les services de sécurité l'ont soupçonné d'avoir fourni des informations au Hezbollah sur des cibles potentielles pendant la guerre du Liban en 2006. Il n'a jamais été jugé et nie les accusations. Il vit depuis à l'étranger, notamment à Doha.

Depuis son exil, il mène une campagne systématique de délégitimation d'Israël : il



Les partis politiques arabes : Le paradoxe de la démocratie israélienne

publie régulièrement des chroniques dans Al Jazeera Arabic, dans lesquelles Israël est caractérisé comme un « État d'apartheid » et une « colonie coloniale », et dirige le Centre arabe de recherche de Doha, une institution qui argumente systématiquement contre le sionisme. Après le 7 octobre 2023, il a justifié les attentats du Hamas comme une « résistance légitime » et a qualifié la réaction israélienne de « génocide ». Bishara poursuit ainsi depuis l'exil ce qu'il a commencé en tant que député, avec une portée incomparablement plus grande.

L'ancienne députée de la Knesset Haneen Zoabi incarne la même attitude. En 2010, elle se trouvait à bord du « Mavi Marmara », qui faisait partie de la flottille pour Gaza de l'époque, lorsqu'une violente confrontation a eu lieu, faisant plusieurs morts. Zoabi a refusé de condamner la violence des activistes et a déclaré que d'autres missions suivraient. Dans des interviews, notamment en 2018, elle n'a pas seulement remis en question le modèle d'État sioniste – elle a explicitement déclaré qu'Israël devrait être « dissous ».

L'affaire Basel Ghattas a marqué un autre tournant. Le député Balad a été condamné en 2017 à une peine d'emprisonnement pour avoir fait passer des téléphones portables à des détenus de sécurité incarcérés – en profitant de son immunité parlementaire. Le fait que Balad ait réintégré Ghattas sur sa liste de candidats en 2020 après sa libération le montre : Le parti ne considère pas ces actions comme un problème moral, mais comme faisant partie du « combat légitime ».

Cela a été illustré par un incident en 2016, lorsque les députés de la Knesset de Balad, Zoabi, Ghattas et Jamal Zahalka, ont rencontré des familles de terroristes palestiniens tués et ont observé une minute de silence en mémoire des morts – devant le parlement d'un État démocratique, pour des personnes qui avaient tué des civils israéliens. La Knesset n'a réagi que par des mesures disciplinaires temporaires.

Ta'al et Ahmad Tibi : une délégitimation respectable ?

Le parti Ta'al et son chef de file Ahmad Tibi occupent une position particulière. Alors que Balad se montre ouvertement conflictuel, Tibi opère de manière plus subtile. L'ancien conseiller de Yasser Arafat est considéré comme l'un des hommes politiques arabes israéliens les plus puissants sur le plan rhétorique et se présente comme un combattant modéré des droits des minorités. C'est précisément ce qui rend sa position si efficace : il utilise la rhétorique des droits civiques pour critiquer



fondamentalement le principe même de l'État - sous le couvert de la respectabilité démocratique.

La stratégie de Tibi suit le modèle du double message décrit précédemment avec une cohérence particulière : en hébreu, il argumente « Je me bats pour les droits civils, contre la discrimination », tandis qu'en arabe, il conteste fondamentalement la légitimité de l'État juif. Sa déclaration de 2009 selon laquelle les jets de pierres sont une « expression démocratique de la liberté d'expression » normalise la violence contre l'État en l'encadrant comme une protestation politique légitime.

Le boycott des funérailles de l'ancien président israélien Shimon Peres en 2016 par la coalition des différents partis arabes, dont Ta'al faisait partie, a également été révélateur. Peres était le symbole d'un homme politique sioniste qui cherchait la paix. Boycoter ses funérailles signifiait : il n'y a pas de partenaires sionistes pour la paix, seulement des occupants sionistes avec lesquels une réconciliation est exclue.

Ra'am : Un cas particulier ?

Un contrepoint à ces partis semble être apporté par Ra'am sous Mansour Abbas. En 2021, Ra'am a soutenu le gouvernement Bennett-Lapid et a négocié des investissements importants dans les communautés arabes - une mesure historique qui a distingué le parti des autres. Abbas a condamné les attentats du 7 octobre, notamment parce que des Arabes israéliens en ont eux-mêmes été victimes.

Pourtant, à y regarder de plus près, Ra'am suit lui aussi le modèle du double message. Le programme interne du parti, qui parle d'une « injustice fondamentale », est resté inchangé. La question reste ouverte : la participation pragmatique à la coalition représente-t-elle un véritable changement de cap - ou s'agit-il de pragmatisme au service d'objectifs à plus long terme ?

Mise en danger structurelle de soi

Les exemples de Hadash, Balad, Ta'al et Ra'am montrent qu'Israël est confronté à une forme d'opposition institutionnalisée qui rejette non seulement la politique du gouvernement, mais aussi des éléments centraux de la conception de l'État. Des députés qui rejettent le projet sioniste siègent au Parlement israélien. Et les phrases citées au début de l'entretien avec le Hamas montrent clairement que des acteurs extérieurs utilisent stratégiquement cette ouverture du système politique israélien : comme une possibilité de faire pression sur l'État juif « à l'intérieur » par le biais de



Les partis politiques arabes : Le paradoxe de la démocratie israélienne

partis arabes.

Le dilemme démocratique posé par l'autorisation des partis arabes en Israël se résume à trois questions : quel degré de critique fondamentale de l'État un système démocratique peut-il supporter ? Quel est le niveau minimum de loyauté que l'on peut attendre de ses représentants ? Et comment les droits des minorités peuvent-ils être protégés sans que la majorité ait le sentiment que son identité collective est mise en jeu ?

Il est urgent de se pencher sur ces questions. En effet, le 22 janvier, les présidents des quatre partis arabes Hadash, Ra'am, Ta'al et Balad ont signé un accord pour une liste commune aux élections à la Knesset d'octobre prochain. Selon les sondages du Centre Moshe Dayan, une telle alliance pourrait obtenir 15 à 17 sièges sur les 120 que compte la Knesset.

Selon toute vraisemblance, les quatre partis arabes du Parlement israélien, très fragmenté, deviendraient ainsi le faiseur de roi pour l'opposition actuelle - à condition que celle-ci accepte que l'alliance quadripartite participe au gouvernement. Jusqu'à présent, elle exclut cette éventualité. Mais dans la realpolitik, de telles annonces peuvent rapidement changer.

Mohamed Diwan est un analyste politique arabe